



HAL
open science

Le triomphe de la globalisation par le marché

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Le triomphe de la globalisation par le marché. La globalisation, un monde prospère de paix ou un monde de dominations et d'exclusions?, Université des Sciences Sociales de Grenoble, 1999. hal-03166088

HAL Id: hal-03166088

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03166088v1>

Submitted on 11 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le triomphe de la globalisation par le marché

Jacques Fontanel

La globalisation, un monde prospère de paix ou un monde de dominations
et d'exclusions?

Université des Sciences Sociales,
Grenoble, 1999

Résumé : La globalisation concerne l'ensemble de la vie sociale et économique. Elle suppose notamment l'ouverture et la liberté du commerce, la transnationalisation des stratégies des firmes oligopolistiques, la liberté des marchés financiers, la diffusion des technologies et des connaissances par le canal de marchés spécialisés et l'affaiblissement du rôle des gouvernements nationaux dans la définition des règles de la régulation macroéconomique. Elle conduit à une restructuration souvent difficile de l'économie mondiale, et elle complexifie les stratégies nationales de développement économique. Les recours aux marchés (biens et services, travail, finance) et à la privatisation des activités sont privilégiés. Le processus de libéralisation est l'instrument dominant de la globalisation du XXIe siècle.

Globalisation concerns the whole of social and economic life. In particular, it implies the opening up and freedom of trade, the transnationalisation of the strategies of oligopolistic firms, the freedom of financial markets, the dissemination of technology and knowledge through specialised markets and the weakening of the role of national governments in defining the rules of macroeconomic regulation. It leads to an often difficult restructuring of the global economy, and it complicates national strategies for economic development. Recourse to markets (goods and services, labour, finance) and to the privatisation of activities are favoured. The process of liberalisation is the dominant instrument of globalisation in the 21st century.

Globalisation, mondialisation, marché, Etat, firmes multinationales

Globalisation, globalisation, market, state; multinational firms

La globalisation, déjà perçue par le concept d'économie-monde de Braudel¹ dans sa grande fresque sur l'émergence du capitalisme, se référant à une multiplicité de liens et d'interconnexions entre les Etats et les sociétés qui forment le système mondial, définit l'intégration des activités productives et commerciales dans un système de marché global. Elle suppose l'ouverture et la liberté des marchés financiers, la transnationalisation des stratégies des firmes oligopolistiques, la diffusion de la technologie et des connaissances dans le monde entier, la transformation des conduites de consommation vers un élargissement des choix extra-nationaux et une uniformisation, l'internationalisation des capacités régulatrices des sociétés nationales dans un système politique et économique global, la diminution du rôle des gouvernements nationaux dans la définition des règles de la régulation macroéconomique.

La globalisation concerne l'ensemble de la vie sociale et elle s'exprime dans la plupart des secteurs de la vie économique², au moins dans les pays développés. Elle se définit comme un processus distinct de l'internationalisation et de la multinationalisation.

- L'internationalisation caractérise la situation d'accroissement des échanges commerciaux entre des acteurs économiques nationaux et ceux de l'extérieur.

- Le processus de multinationalisation de l'économie est défini par le transfert de ressources de capital d'une économie à une autre, comme par exemple la création d'une unité de production d'une firme dans un autre pays, grâce à des subventions, acquisitions ou coopérations ; il s'ensuit une

¹ Braudel, F. (1979), *Civilisation nationale, économie et capitalisme - XI-XVIII*, 3 volumes, Armand Colin, Paris.

² Ce tableau s'inspire de celui présenté par Ricardo Patrella, in Boyer et Drache Ed. (1996), p. 66.

perte d'identité nationale. Comme les firmes puissantes ont parfois le pouvoir de contrôler l'économie du pays hôte et même leur futur; la multinationalisation, contrairement à l'internationalisation, provoque une forte réaction nationaliste contre les investissements étrangers. Le protectionnisme a ainsi souvent été utilisé contre les firmes multinationales (FMN) notamment américaines et maintenant japonaises.

L'emploi du concept de la globalisation laisse entendre que la proportion du commerce extérieur a une part sans précédent dans le produit national (PNB) de l'ensemble des pays, que l'investissement direct à l'étranger (IDE) connaît un essor tel que le caractère national des entreprises s'estompe, que la domination de l'économie américaine décroît progressivement malgré la disparition de l'Etat soviétique, et que l'ouverture généralisée des frontières favorise le développement des firmes globales. Cette hypothèse suppose que les stratégies des acteurs économiques soient dorénavant fondées sur le gommage des frontières économiques, indépendamment des intérêts collectifs défendus par chaque Etat. La globalisation recoupe quatre processus principaux³ :

1) D'abord, la mondialisation de la demande, phénomène limité dans un premier temps, puis élargi progressivement par le processus de développement économique, conduit à la convergence et à l'intégration des marchés dans le monde entier, avec le concours décisif de la technologie moderne. La société globale vend les mêmes produits partout à un prix faible, même s'il y a quelques ajustements obligés aux différences nationales. La globalisation des marchés s'applique surtout à la gestion des firmes multinationales (FMN). Cette conception, expliquant les nouvelles relations économiques internationales par le processus de globalisation et l'essor des technologies, s'oppose à la théorie de Vernon selon laquelle l'obsolescence et les cycles des produits seraient les variables explicatives fondamentales de la production et des échanges entre les pays développés et les pays en développement.

2) Pour Kenichi Ohmae⁴, la globalisation doit être étendue à la chaîne de création de la valeur (R&D, ingénierie, production, services, finances, etc.) La firme exporte d'abord, elle établit ensuite un service de vente, avant de produire localement, puis d'accorder une maîtrise complète de la chaîne de la valeur à sa filiale, l'intégration globale constituant la dernière étape du processus. Les investissements et les choix du personnel se réalisent alors à l'échelle mondiale, incitant les Etats à ouvrir leur économie sur une base souvent régionale et dans le cadre d'une coordination difficile à maîtriser. L'Etat régional post-national défini par Ohmae⁵ devient ainsi une unité non naturelle, ce qui engendre des

³ Boyer, R. (1995), *Mondialisation au-delà des mythes*, Les dossiers de l'état du monde, La Découverte, Paris.

⁴ Ohmae, K. (1995), *The end of the Nation-State*, The Free Press, New York.

⁵ Ohmae, K. (1993), *The rise of the region state*, *Foreign Affairs*, 71(2), p.78-87.

dysfonctionnements, dans l'organisation des activités humaines, dans un monde qui n'est toujours pas sans frontières. On a besoin de moins de personnes pour produire plus, alors même qu'il faut réduire le chômage, principal problème social de notre époque. Le système national de direction de l'économie doit être renouvelé.

3) Les FMN doivent ajuster leur politique en fonction des degrés évolutifs de mobilité disponibles. Elles cherchent, par la globalisation, à redéfinir à leur profit les règles du jeu précédemment imposées par des Etats de moins en moins libres de leurs choix, empêtrés qu'ils sont par un champ d'accords internationaux exigeants et étendus, dans un contexte de forte compétition économique. Les FMN exercent alors leur triple pouvoir, à savoir l'application du « droit international », l'exercice du choix des implantations productives ou commerciales en fonction des règles de la concurrence entre les Etats et l'exercice du pouvoir interne sur les structures politiques nationales, susceptible même de conduire à la redéfinition des institutions et des lois à l'intérieur de chaque Etat. Les politiques macroéconomiques traditionnelles de l'Etat sont souvent devenues impuissantes face aux stratégies des grandes firmes.

4) La globalisation peut enfin désigner une nouvelle configuration systémique. On passe d'une économie inter-nationale à une économie globalisée dans laquelle les économies nationales sont réarticulées par rapport à un ordre mondial. Les Etats perdent leur influence et les institutions de l'après-guerre cèdent leur place à des entités continentales, semi-continrentales ou régionales, qui constituent des points d'appui des FMN. Ce processus développe une forte interdépendance, au point de créer des évolutions synchrones et une homogénéisation des produits, des facteurs de production et des cultures. La mondialisation cherche à abolir les frontières physiques, techniques et fiscales, dans le cadre d'accords régionaux ou de l'application des règles définies par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). La libre circulation des hommes pose la question de la fiscalité et des allocations familiales. Pour les marchandises, le principe selon lequel tout produit légalement fabriqué et commercialisé dans un pays membre doit être admis sur le marché de tout autre pays membre est essentiel. Il convient donc d'essayer d'harmoniser les exigences essentielles en matière de protection de santé, de la sécurité et de l'environnement et l'établissement des spécifications techniques des produits de chaque Etat. Pourtant, en ce qui concerne les services, les réglementations nationales sont encore très restrictives, ce qui a eu des incidences plutôt négatives sur le développement de toute une floraison d'activités économiques, allant des prestations des services financiers à la libre-circulation des capitaux. Une telle politique de mondialisation implique notamment de fournir une législation commune dans le droit des sociétés, la propriété industrielle ou la fiscalité.

Pour les économistes de la globalisation, il existe une forte érosion du système national et international hérité de la dernière guerre mondiale. Pour Robert Reich⁶, Secrétaire du Travail du Président Clinton, la désintégration des économies nationales doit être acceptée et même soutenue par les gouvernements et les électeurs comme un fait de vie, même si les citoyens sont condamnés à plus d'insécurité et menacés de paupérisation. L'image des citoyens embarqués sur le même bateau de l'économie nationale est désuète. L'idée même d'un capital ou d'une entreprise américaine n'a plus de sens, car la monnaie, la technologie, les usines passent les frontières avec de moins en moins de restrictions. Résister à la globalisation est politiquement futile et économiquement indésirable. Avec le *melting pot* qu'impose la globalisation, l'identité nationale se perd en faveur d'une nouvelle identité internationale. Pour Reich, les Etats-Unis sont la patrie de la tolérance et de la loyauté, même si ce pays développe des inégalités de revenus et de patrimoines importants. La globalisation fournit les bases de succès et de prospérité à une minorité de citoyens capables et talentueux, ou possédant du capital ou des connaissances. Cependant, si la globalisation n'engendre pas l'unification ou l'égalité, elle favorise l'amélioration à long terme des conditions de vie générale de toutes les couches de la société. Pour Reich, la globalisation est fondée sur quatre principes, à savoir :

- Les nouvelles technologies supposent et même impliquent le processus de globalisation.

- L'importance d'une élite est essentielle dans la définition de la société moderne. Une sorte de « comprador elite » dans les grands centres, largement indépendante des formes étatiques, est nécessaire au progrès économique.

- La pérennité de l'efficacité des formes marchandes dans toutes les situations et en tous lieux est revendiquée.

- La restauration (après le déclin) des revenus de la majorité de la population grâce aux financements de la minorité privilégiée souligne le bien-fondé à long terme de la politique libérale. La mondialisation qui en résulte s'exprime par un accroissement des échanges, une explosion des IDE et un renforcement de la concurrence ; elle favorise la guerre permanente des prix et de l'innovation, la lutte pour le contrôle des firmes rivales, la montée en puissance des organismes de fonds de pension qui généralise la « corporate governance », c'est-à-dire la recherche exclusive de la maximisation du profit et des dividendes.

La globalisation apparaît dorénavant triomphante, mais elle porte en elle les ferments d'une crise économique mondiale, dont la nature peut devenir systémique. En outre, l'homme du XXI^{ème} siècle va subir le

⁶ Reich, R. (1992), *The Work of Nations*, Vintage Books, New York.

processus de triadisation, voire d'américanisation, sous l'appellation de la « globalisation » ; les grandes firmes valideront la primauté des intérêts privés sur les concernés collectifs et les luttes contre les inégalités et la pauvreté ne constitueront plus des objectifs définis au moins à court terme.

La réalité et l'intérêt de la globalisation de l'économie moderne ne sont pas contestés. Depuis la fin de l'URSS et la disparition de l'économie socialiste, le retour à l'idéologie de la supériorité, voire de l'optimalité, de l'économie de marché s'est accéléré, au point de faire de celle-ci un exemple de « pensée unique ». Il existe en outre un certain amalgame entre la recherche du développement des catégories marchandes et l'élargissement de l'ouverture des frontières économiques. Autrement dit, la globalisation n'existe que par le recours le plus large possible aux lois du marché. Elle présente plusieurs formes et elle fait appel à plusieurs acteurs dans des rôles différents de ceux qu'ils pensaient devoir jouer dans l'économie keynésienne dominante de feu le troisième quart de ce siècle.

Les principes de la globalisation économique

L'internationalisation de l'économie n'est sans doute pas récente, mais elle présente plusieurs caractéristiques spécifiques. Elle suppose le recours systématique à la concurrence et à la compétition économiques, à la marchandisation et donc aux catégories marchandes. Elle s'étend à l'ensemble des marchés des biens et services, des capitaux et du travail.

Les caractéristiques modernes de la globalisation

L'économie mondiale est en crise, non pas parce que les productions nationales s'effondrent, ni même parce que la misère s'étend, mais parce qu'elle a le sentiment de la crise. Cette phrase toute faite et longuement répétée comme un slogan ne découle pourtant pas d'une réduction du pouvoir d'achat moyen par habitant de la planète. Les Etats en situation économiquement difficile continuent à avoir des taux de croissance par habitant positifs. Dans ces conditions, le terme de crise exprime sans doute

le développement des inégalités, l'essor des instabilités et surtout l'accroissement du mal-être. Sans parler pour autant du complexe du « Malade imaginaire », il exprime les doutes, les incertitudes et les difficultés quotidiennes d'une économie en perpétuelle remise en cause compétitive. La France n'a jamais été aussi riche qu'aujourd'hui et pourtant les citoyens se plaignent amèrement des conditions économiques et sociales qui leur sont généralement faites. De même, l'élargissement de la croissance⁷ dans les pays du Sud est indéniable. Les raisons en sont l'amélioration de l'éducation, de la santé, mais aussi le rôle fondamental de l'Etat dans les économies de marché et le rôle dynamique des idées et du progrès technique. L'éducation a fait d'immenses progrès avec le quintuplement du nombre d'adultes sachant lire et écrire et l'abaissement spectaculaire de la mortalité infantile. Avec ses efforts d'industrialisation, l'Asie bat tous les records de croissance, témoignant ainsi que « la croissance n'est donc pas une externalité providentielle dont les seuls pays du Nord auraient eu le privilège »⁸. L'influence du capital et du travail est moindre que ce que l'on pensait il y a quelques années. Par contre, le progrès technique, facteur souvent considéré comme exogène à l'économie, est un bien rare dont la production a un coût, mais qui est susceptible de fournir une rente à son producteur. Les pays du Sud y ont difficilement accès, car les détours de production sont de plus en plus longs et coûteux et créent parfois du chômage. La mondialisation et la globalisation sont susceptibles, pour les économistes libéraux, de gommer ces divergences économiques sur la base d'une compétition universelle sur tous les marchés du monde. Comme le premier processus de mondialisation de la fin du XIX^{ème} siècle, il est intéressant de s'interroger sur les différences des processus de mondialisation et de globalisation qui donnent naissance à un optimisme que ne justifie guère les leçons de l'histoire.

a) L'internationalisation n'est pas un phénomène nouveau

L'internationalisation est un processus pluri-séculaire. Nombre de ses caractéristiques actuelles étaient déjà présentes à la fin du siècle dernier. Les conjonctures nationales étaient alors interdépendantes et il y avait une convergence croissante des prix régionaux et une synchronisation avec les prix internationaux. Les investissements directs à l'étranger (IDE) allaient vers la Russie et l'Amérique Latine, alors qu'aujourd'hui ils s'installent en Asie. On peut alors s'interroger sur la nouveauté de la globalisation,

⁷ Brunel S. (1995), *Le Sud dans la nouvelle économie mondiale*, Collection Major, PUF, Paris, 1994c

⁸ Engelhard, P. (1996), *L'homme mondial. Les sociétés humaines peuvent-elles survivre ?* Arléa, Paris, p.47.

comme nouvelle étape de l'économie internationale. L'internationalisation n'a pas beaucoup changé depuis le temps où la Grande-Bretagne dominait le monde.

A la fin du XIX^{ème} siècle, les économies des pays développés étaient déjà très ouvertes, avant que la guerre mondiale de 1914-1918, la grande crise économique de 1929 et la seconde guerre mondiale ne conduisent à un ralentissement des échanges internationaux. Le commerce international atteignait 12,9% en 1913, pour retomber à 6,2% en 1938, contre 14,3% en 1994. Le plus haut taux d'exportation jamais atteint par le Japon l'a été en 1929. En outre, il faudra attendre 1973 pour que le commerce intra-régional (en pourcentage du PNB) atteigne le niveau de 1913, et actuellement encore il est à peine supérieur de 3% à celui de cette époque. Après la Grande Dépression, les gouvernements ont démontré leur capacité à contrôler les économies nationales, à protéger la croissance et à limiter les inégalités sociales. Aujourd'hui, les marchés ont pris leur revanche. Enfin, c'est bien après les années 1970 que l'on a atteint le niveau d'ouverture du commerce mondial de l'avant première guerre mondiale. Cependant, même si le capitalisme n'est pas homogène, puisque les méthodes de production, les relations industrielles, les politiques fiscales sont très spécifiques à chaque Etat, les activités économiques nationales sont maintenant internationalisées à un point sans précédent dans les pays industrialisés, avec une recherche systématique d'ouverture des frontières économiques. Fernand Braudel a montré comment le capitalisme commercial prenait essor lorsqu'il parvenait à articuler des espaces nationaux marqués par de fortes inégalités de dotations et de prix. Or, actuellement, les 20% les plus favorisés de la population de la planète reçoivent 85% du PNB mondial

Tableau n° 1 - Exportations de marchandises en pourcentage du PIB (moyenne sur trois ans, à l'exception de 1950).

Years	Pays développés occidentaux	Etats-Unis	Europe de l'Ouest	CEE	Japon
1890	11,7	6,7	14,9	-	6,1
1913	12,9	6,4	18,3	-	12,6
1929	9,8	5,0	14,5	-	13,6
1938	6,2	3,7	7,1	-	13,0
1950	7,8	3,8	13,4	12,9	6,8
1970	10,2	4,0	17,4	16,7	9,7
1992	14,3	7,5	21,7	21,1	8,8

Source : Bairoch⁹.

⁹ Bairoch, P., Globalization myths and realities: one century of external trade and foreign investment, in States

La globalisation suppose le développement des investissements directs à l'étranger. Les données des investissements directs à l'étranger (IDE) sont problématiques, car il n'existe pas de statistiques très fiables. L'évolution de l'IDE dépend de la conjoncture. Cependant, les pays industrialisés exercent dorénavant un rôle plus important par les IDE que par le taux de croissance des exportations. En moyenne entre 1988 et 1991, l'investissement direct à l'étranger représentait 206 milliards de dollars (soit 40% seulement du total des flux de capital à long terme), l'investissement de portefeuille 250 milliards de dollars, le capital à long terme 65 milliards de dollars. La répartition entre l'IDE et l'investissement de portefeuille est très différente de ce qu'elle était en 1913. On est passé de 13,2 milliards de dollars de 1970 à 1972, à 45,3 et 200 milliards de dollars respectivement entre 1978-1980 et 1988-1990. Les pays les plus concernés par cette augmentation ont été la France (dont la part mondiale est passée, pendant la même période, de 3,4% à 11,5%), le Japon (3,6% contre 21,1%), l'Italie (1,8% à 6,2%), au détriment des Etats-Unis (57,9% à 12,9%)¹⁰. Les mouvements du capital vont à l'opposé des exportations. Actuellement, les stocks d'IDE étrangers aux Etats-Unis sont presque aussi importants que ceux qu'ils possèdent à l'étranger. Comme investisseurs, il y a un déclin des Etats-Unis, et une montée du Japon. Les IDE représentent 3% du PIB mondial, soit à peu près le niveau de 1913. Si les niveaux sont plus élevés qu'auparavant, ce n'est pas suffisamment significatif pour considérer que le phénomène est nouveau. Cependant, l'IDE ne représente qu'un aspect de la globalisation. L'idée d'une firme « globale » semble s'imposer maintenant, alors même qu'elle n'est évoquée que depuis deux décennies.

La globalisation moderne conduit à de douloureuses restructurations de l'économie mondiale. Si le processus de mondialisation n'est donc pas nouveau, il y a eu un changement dans la composition des exportations, les produits manufacturés représentant par exemple seulement 25% des exportations américaines en 1995, contre 75% en 1960. Bien que le taux des exportations par rapport au PIB soit d'un tiers supérieur à celui de 1913, son volume a été multiplié par 20, conduisant à une multiplication par 8 des exportations par habitant. Il y a trois grandes différences du processus de mondialisation actuel par rapport à celui qui existait à la fin du siècle dernier.

against Markets. The limits of globalization, (Boyer.R., Drache, D. Editors) Routledge, New York., p. 179.

¹⁰ Bairoch, Op.Cit. p.183. Les stocks d'IDE sont intéressants à connaître. Pour la France, on atteignait 161 milliards de dollars (4,1 en 1960) en 1993, contre 187 milliards de dollars pour l'Allemagne (0,8 en 1960), 252 milliards de dollars pour la Grande-Bretagne (12,4 en 1960) et 489 milliards de dollars pour Etats-Unis (contre 31,9 en 1960).

- D'abord, le système financier avait alors une grande stabilité structurelle avec le régime de l'étalon-or, tandis qu'actuellement les risques d'évolutions erratiques des taux de change sont plus importants, fragilisant ainsi le système dans son ensemble.
- Ensuite, cette interdépendance des économies joue au détriment des pays de vieille industrialisation, qui connaissent de sérieux problèmes d'emplois.
- Enfin, les pays d'Asie ont une croissance très vigoureuse, ce qui n'était pas le cas en 1913.

b) La difficile restructuration de l'économie mondiale

La globalisation relativise les crises économiques. Dans le Nord, il y a moins récession que croissance rampante. La crise n'est pas la même pour tout le monde. Elle est caractérisée par plusieurs indicateurs, concernant le chômage, les politiques macroéconomiques restrictives, le poids accordé au capital comme facteur de production et aux actifs financiers comme facteurs de spéculation.

- Les réformes structurelles engagées dans de nombreux pays anciennement planifiés ont fait une large place aux mécanismes du marché, renforçant ainsi, pour le FMI, "les bases d'une croissance vigoureuse et durable"¹¹.
- Le chômage structurel est dû à la globalisation des technologies économes en travail, à l'endettement élevé et à la montée d'une concurrence très forte.
- La politique monétaire stricte conduit à une rémunération élevée du capital (et donc à une rémunération relative plus faible du travail) et le capital productif par travailleur n'a fait que croître (7 fois plus en France et en Allemagne de 1950 à 1992, 14 fois plus au Japon et 2 fois plus aux Etats-Unis). Le coefficient du capital a lui-même formidablement augmenté de près de 50% en France, en Allemagne et au Japon, et beaucoup plus faiblement aux USA (10%). Une relance de la demande aurait des effets positifs sur l'emploi et la productivité, mais moins qu'auparavant.
- Le nouveau rythme de croissance est de plus en plus porteur d'exclusion et d'inégalités. Les critères individuels de la productivité prévalent.
- Le coût de l'innovation devient de plus en plus élevé. La reconstitution des marges des entreprises ne s'est pas traduite par un accroissement de l'emploi, car les technologies de type « labour saving » exercent d'importants effets cliquets, qui exercent en même temps une pression

¹¹Fonds Monétaire International, (1997), Bulletin, Volume 26, Septembre, p.1.

vers la baisse des coût du travail. Il n'y a pas de substitution capital/travail dans le court terme, compte tenu des effets stocks. Un retour vers des techniques plus intensives en travail est possible avec la réduction du coût de celui-ci, mais il ne peut s'appliquer qu'aux PME, caractérisées par un niveau d'accumulation du capital n'ayant pas atteint un seuil irréversible et non soumises à une concurrence internationale forte. La globalisation donne leur pleine mesure aux innovations. L'économie mondiale subit un profond changement, vec le passage d'une économie fondée sur les unités physiques de production aux unités fondées sur la connaissance, d'un système de sociétés des économies nationales à des formes de production centrées sur la technologie et requérant des marchés globaux. Le pouvoir mimétique du modèle technologique dominant et sa relative irréversibilité l'emportent le plus souvent sur les considérations du prix du travail. La solution, c'est la réduction de la durée de travail, mais on se heurte alors à la compétitivité internationale. La technologie est le nouvel outil des économies dynamiques et compétitives, celle qui fonde le travail et l'emploi, qui crée ou non les marchés. Les actifs physiques sont encore importants, mais leur rôle diminue à l'avantage du *brainpower* et du management compétent.

- Les européens ont protégé les salaires au détriment de l'emploi. Aux USA, les emplois créés de 1980 à 1986 l'ont été à un salaire en moyenne inférieur de 60% à la moyenne des salaires industriels. La globalisation exerce par contre une influence décisive sur la perte d'importance du rôle économique de l'Etat et sur la réduction des prétentions des offreurs de travail, par la mise en place d'un capital de productivité fortement économe du facteur travail et largement responsable de l'élargissement de cette fameuse « armée de réserve » des chômeurs dont nous parlait, il y a plus d'un siècle, Karl Marx, le banni de notre temps.

La globalisation complexifie les stratégies de développement. Les théories du rattrapage du développement, de la supériorité de la stratégie de la croissance tirée par les exportations ou de l'intérêt de la globalisation financière ou de la disparition de l'Etat keynésien, pourtant toujours largement dominantes, n'ont pas encore apporté toutes les assurances sur leur bien-fondé, bien au contraire parfois.

- La théorie du rattrapage de Rostow sur la linéarité du développement est alors contestable, d'autant qu'il faudrait au continent africain un taux de croissance de 10% pendant 15 ans pour obtenir un revenu par tête 50 fois inférieur au moins à celui des pays développés. Une croissance rapide peut certes, dans certaines conditions, réduire la pauvreté, mais l'Inde, avec un fort taux de croissance depuis une bonne décennie, dispose de 10% de personnes ayant un niveau de vie occidental, 30% au-dessus du seuil de pauvreté et le reste largement en-dessous de ce seuil. Il est difficile

d'imaginer que la globalisation conduise tous les individus de la planète à disposer des normes de consommation d'un américain moyen. Cela supposerait des dépenses énergétiques telles que, indépendamment des problèmes d'environnement qui en découleraient, il n'y aurait plus de pétrole dans les 20 à 30 ans à venir.

- Les pays les plus ouverts économiquement semblent aussi réussir les meilleures performances économiques. La stratégie de la croissance tirée par les exportations (EOI) l'a emporté sur la croissance par substitution des importations (ISI). Les pays qui se sont fortement fixés pour objectifs une ouverture de leurs produits à la compétition sur les marchés internationaux, sans d'ailleurs toujours ouvrir eux-même leur propre économie à cette contrainte, ont réalisé une plus grande substitution aux importations que ceux qui s'étaient donné clairement cet objectif. En outre, il existe une corrélation entre la croissance des salaires réels dans l'industrie et le taux de croissance moyen des exportations. Cependant, il y a des limites à la croissance tirée par les exportations. Les pays du Sud-Est Asiatique, qui ont le mieux réussi, ont utilisé le levier du marché interne le plus rapidement. Le Japon avait développé la stratégie en V, d'importations, de substitutions aux importations et puis d'exportations, d'abord dans le textile, les industries légères, puis dans la chimie et l'industrie lourde. Il faut un minimum d'endogénéité interne. Les nouveaux pays industriels (NPI) ont d'abord eu une stratégie de type ISI avant d'engager la stratégie de type EOI. En outre, les exportations vont devenir de plus en plus difficiles, car les capacités d'exportation sont limitées par la demande mondiale encore faiblement élastique et une offre croissante. L'internalisation de la croissance est une condition de lutte contre la pauvreté. Il faut ajouter les nécessaires synergies sectorielles (effets externes) et spatiales (ville/campagne). Pour l'instant, la croissance a du mal à vaincre la pauvreté. L'Afrique reste la grande vaincue du développement de cette fin de siècle, probablement à cause d'une insuffisance de cohérence sociale et de confiance. Si les dirigeants asiatiques sont au moins aussi corrompus que ceux d'Afrique, ils réinvestissent massivement dans leurs pays. Il existe en Asie des entrepreneurs actifs, conscients des intérêts économiques, alors qu'en Afrique ils ont été anesthésiés par la colonisation et par l'application d'autres valeurs sociales. Si famille asiatique épargne, en Afrique elle consomme. Enfin, en Asie une faute suppose une sanction, en Afrique tout le monde paie. Les sociétés africaines sont contre-productives. Le centre de gravité de l'économie mondiale se déplace bien vers l'Asie. Pour la Banque mondiale, la Chine sera la première puissance du monde en 2030.

La globalisation accroît le pouvoir de la finance internationale. Les Etats-Unis ont financé leur effort militaire des années 80 par les US

Treasury Bonds, avec un risque financier faible. La demande a été très forte et les taux d'intérêt se sont accrus. Compte tenu des difficultés économiques, les Etats ont eu tendance à s'endetter, dans la meilleure tradition keynésienne. D'habituellement créditeurs, ils sont devenus débiteurs, avec la mise en place d'une politique de déflation compétitive insistant sur la nécessité d'un taux de croissance supérieur au taux réel de l'intérêt. On a même défini des objectifs budgétaires de stabilisation du ratio d'endettement par rapport au PIB. Or, ces taux ne se définissent pas par décret, ils sont la résultante des forces sur les marchés internationaux; ce qui implique des mesures de rigueur. Il y a un surendettement du Nord et du Sud. Or, les taux d'intérêt réels n'ont que peu de chance de baisser durablement, du fait de la nature contradictoire du système monétaire international (SMI), qui définit le dollar comme la monnaie internationale par excellence, alors même qu'une telle prétention suppose un déficit de la balance des paiements américaine, et donc une perte de confiance. La montée des fonds de pension (qui contrôlaient en 1991 l'équivalent du tiers du revenu mondial, soit 8000 milliards de dollars) dans le capital des entreprises conduit à un nouveau pouvoir financier au détriment de la liberté d'action des entrepreneurs. Un produit financier est plus facile à réaliser qu'un profit de production. Comme le disaient Marx et Lénine, les grandes firmes tendent à privilégier l'accumulation du capital financier au détriment du capital réel. Les intérêts financiers exercent une pression en faveur de taux d'intérêts élevés. La spéculation, qui augmente l'incertitude, crée un climat propice à des taux d'intérêts élevés. L'endettement croissant exerce une influence décisive sur l'augmentation des primes de risque. Dans ces conditions, les Etats sont de plus en plus demandeurs de capitaux, jusqu'au point où il faudra réduire les dépenses des Etats et démanteler la protection sociale. Le taux d'endettement de l'Afrique subsaharienne est de 110%, contre 40% pour l'Amérique latine et 25% pour l'Asie de l'Est. La finance a toujours été centrale dans l'impérialisme des nations, pour les aventures militaires, économiques ou culturelles. Le Japon dispose de 15 banques parmi les 25 plus grandes du monde, ce qui met en évidence la montée de son pouvoir, mais aussi les limites de son action : en effet, le créancier est au moins aussi dépendant de son débiteur que celui-ci ne l'est à son égard.

Pour le Fonds Monétaire International (FMI)¹², la mondialisation représente l'intégration croissante des marchés des biens, des services et des capitaux (l'emploi semblant oublié). Les économistes de la globalisation sont devenus « philosophiquement » dominants. Le KWS (Keynesian Welfare State) ne peut plus répondre à la globalisation de la

¹²Fonds Monétaire International, (1997), Bulletin, Volume 26, Septembre.

production et aux pratiques néo-libérales. La nouvelle orthodoxie suggère que l'économie internationale impose les mêmes demandes à tous les gouvernements, à savoir la maximisation des exportations, la réduction des dépenses sociales, la suppression de la régulation étatique, l'accroissement du pouvoir du capital pour réorganiser les économies nationales comme parties d'un ensemble de groupes d'échange transnationaux¹³. Le gouvernement doit abandonner les objectifs futiles du plein emploi et de la sécurité sociale. Les institutions financières décident quelles sont les économies nationales qui méritent leur confiance et celles qui ne la méritent pas. Les marchés dominent les gouvernements d'une manière que bien peu d'économistes avaient prévue à la fin des années 1970. Ils définissent même les limites de la politique et les économistes « libéraux de la globalisation » exercent une influence sans précédent sur l'opinion et l'action publiques. Si la globalisation ne suppose pas l'uniformité économique, elle est devenue le but.

Le rôle décisif de la globalisation pour le marché

Le marché est un mécanisme stable quand l'équilibre des prix, qui rend compatibles des demandes et offres individuelles anonymes, est obtenu. Il définit aussi un contrat bilatéral précis à une période fixée. Dans ce cas, le marché ne coordonne pas des stratégies indépendantes, mais il organise les offres variées et il permet le meilleur choix. Pour Marx, dans le système capitaliste, tout devient une marchandise, même la vie éternelle. L'Ecole de Chicago a étendu le concept de marché, rationalité et équilibre à une large diversité d'issues sociales (crime, mariage, etc). Pourtant il y a une différence entre un contrat privé et le monde enchanté de l'équilibre partiel marshallien ou l'équilibre général de Walras.

Il y a trois justifications principales pour le recours au marché:

- La « main invisible » d'Adam Smith connaît un renouveau d'expression et de citation. Les marchés seuls développent les mécanismes qui rendent compatibles des stratégies individuelles à la fois conflictuelles et égoïstes. Le marché est un mécanisme fondamental de coordination, dont les forces d'offre et de demande déterminent les productions et les méthodes de production, par l'ajustement automatique des mouvements de prix. En situation de concurrence parfaite, la production est optimale. Tout marché suppose des contrats privés, des lois commerciales, un régime monétaire et des mécanismes auto-renforçateurs, avec un arbitre

¹³ Friedman, H. (1991), *New wines, new bottles : The regulation of capital on a World Scale*, *Studies in Political Economy*, Autumn.

extérieur. Pour les économistes autrichiens, les marchés organisent les transactions et établissent des prix et des revenus, mais ils prennent aussi en compte les connaissances spécifiques de chaque ménage ou firmes pour les transmettre à l'ensemble de la société dans le cadre du système d'offre et de demande. Par contre, aucun plan public n'est capable de collecter les informations pertinentes sur les goûts des consommateurs et sur les fonctions de production des firmes, et notamment sur l'innovation.

a) Les justifications au recours du marché

- Le recours à l'Etat est toujours supposé, à terme, moins efficace et plus cher. « L'affaire soviétique » vient conforter les analyses théoriques qui défendent, sur la base d'hypothèses faiblement acceptables eu égard au fonctionnement normal des économies modernes, l'inaltérable pouvoir d'optimalité du marché. La compétition mondiale est alors perçue comme une forte contrainte pour le maintien des compromis et des formes d'organisation nationaux. Le dynamisme des innovations financières et la transition progressive d'un mode de production mixte à celui d'un système libéral ont contribué à la résurgence d'intérêt dans les mécanismes du marché pur. On a alors accepté les hypothèses et les conséquences des stratégies de « laissez faire » les plus extrêmes.

- Le marché concurrentiel permet le développement des innovations. La compétition renforce la division du travail, l'invention, le détour de production, l'apprentissage. Les marchés peuvent ne pas être efficaces à court terme, mais ils constituent un stimulant irremplaçable à l'innovation. Avec l'essor du phénomène de la régionalisation, après l'échec des pays socialistes et la crise du système social-libéral, si les marchés ne sont plus apparus susceptibles de produire la « main invisible », ils ont conservé la réputation de stimuler l'innovation et les changements technologiques et institutionnels conduisant au bien-être des populations. Si le système peut conduire aux luttes sociales, il favorise aussi l'augmentation progressive des niveaux de vie. Les faibles résultats obtenus depuis 1971 n'ont pas encore affecté l'optimisme des avocats des mécanismes de marché purs.

- L'ouverture des marchés conduit à trois effets :

- L'effet quantité met en évidence le fait que, dans une situation d'interdépendance économique entre les Etats, l'ouverture des marchés accroît les quantités offertes des biens et services.

- L'effet revenu indique qu'un accroissement des exportations conduit à une augmentation du revenu national.

- L'effet prix exprime la pression à la baisse des prix de l'ouverture des marchés à la concurrence internationale.

b) La globalisation, facteur de privatisation des activités

Les années 1970 et 1980 ont été marquées par un retour à la croyance dans les ajustements automatiques du marché. Le recours systématique au marché est devenu la référence d'une bonne gestion de l'économie, aboutissant au processus de globalisation. La compétition par les prix a été la méthode conventionnelle pour résoudre les luttes compétitives entre firmes multinationales, ce qui a parfois déstabilisé des monopoles nationaux endormis. L'idéal de la compétition pure a laissé la place aux marchés contestables, ou à la compétition soutenable. Dans les économies modernes, la coordination entre grandes firmes est au moins aussi importante que l'ajustement du marché. Les organisations économiques internationales (OEI)¹⁵ et la Triade ont incité les Etats, les managers et les syndicats à accepter des formations de salaires plus flexibles, en vue du retour au plein emploi, en réduisant le coût marginal des travailleurs¹⁶. L'efficacité est devenue le maître-mot des grandes sociétés et des économies industrielles dominantes. Le recours au marché est justifié par son efficacité économique, mais son application ne manque pas de danger et de perversions.

L'offre et la demande des marchandises sont régulées par des institutions et des législations qui définissent les droits et les devoirs des agents économiques. Ainsi, le droit commercial définit les règles qui prévalent dans les échanges de biens et de services, alors que le droit du travail fixe les règles spécifiques de l'emploi et du salariat. Il existe même une description détaillée des instruments, des objectifs et des responsabilités de chaque contractant, selon son rôle économique. Les formes de compétition (en fonction notamment du nombre de concurrents, de la distribution de la propriété, des relations de puissance sur les marchés, des accords, des ententes ou des coordinations admises ou refusées par les institutions, des mécanismes implicites ou explicites de coordination des marchés en vue de résoudre les phénomènes de surcapacité ou pour répondre aux changements structurels et à l'incertitude) précisent les caractéristiques des marchés. Le rôle de l'Etat est alors défini entre le pouvoir de faire respecter les règles du marché clairement définies et celui de l'exercice d'une action spécifique fondée sur l'idée de la défense d'un intérêt collectif qui ne serait pas automatiquement atteint par le fonctionnement résultant de la seule sommation des intérêts individuels. En l'absence d'alternatives, ce système a rendu les politiques nationales progressivement congruentes. La

¹⁵ Fontanel, J. (1995), Organisations économiques internationales, Masson, Paris.

¹⁶ Weitzman, M.J. (1982), Increasing Returns and the Foundations of Unemployment Theory, Economic Journal 92, December, 787-804.

sélection d'organisations et institutions alternatives est une tâche essentielle des marchés. Dans le long terme, le marché coordonne les conduites décentralisées, mais aussi il suscite la mise en place de nouvelles technologies et organisations que ses composantes vont sélectionner. Le système de Bretton Woods n'a cessé de reculer et il en est revenu, contrairement à ses objectifs initiaux, aux seuls mécanismes compétitifs par les taux d'intérêt et les taux de change. Or, la spéculation est devenue maintenant la principale raison des achats et ventes des devises, conduisant ainsi à une instabilité quasi permanente.

Le processus de libéralisation se réalise dans le contexte d'une globalisation jugée irréversible et salubre qui le justifiait. Les gouvernements veulent rendre le marché du travail plus compétitif et modifier les règles de droit. C'est la généralisation de la politique thatchérienne. Dans ces conditions, les Etats n'ont plus à mener de politique industrielle. Les dépenses de santé doivent de plus en plus faire appel aux contributions personnelles et de moins en moins à la collectivité. Chaque individu doit se prendre en charge. Le principe de la solidarité est remis en cause et remplacé par celui de l'assurance personnelle. Les biens collectifs majeurs peuvent être assurés privativement (éducation, santé, etc.). Ceux qui veulent une formation professionnelle doivent la payer. Le travail et l'emploi sont dans la tempête, avec des emplois parcellisés, précarisés et réservés. Avec la baisse des avantages acquis, les syndicats ne sont pas les bienvenus. Le plein emploi n'est plus le but du gouvernement. Celui-ci doit créer un environnement pour empêcher l'inflation, et donc réduire les dépenses gouvernementales, pour à la fois éviter le déficit public synonyme d'effets d'éviction et de perte de compétitivité, et maintenir à un bas niveau le taux d'intérêt, déterminant essentiel de l'investissement. La libéralisation des marchés est pour l'instant le choix le moins dangereux. La faiblesse d'une économie nationale est déterminée par son insuffisante base exportatrice et par l'intervention quasi quotidienne de l'Etat dans la vie économique nationale. Le principal objectif d'une zone de commerce, c'est d'imposer une discipline aux partenaires, sur la base d'un contrôle monétaire de type « monétariste ». Les chocs pétroliers et la compétition accrue des banques ont développé des instruments financiers sophistiqués. Les banques centrales ont perdu le contrôle du crédit, ce qui s'est aussi manifesté par la rapide obsolescence des agrégats macroéconomiques qui fondaient alors la gestion de l'offre de monnaie. L'indépendance des banques centrales témoignent de l'intérêt accru en faveur d'une « désétatisation », et donc d'une « privatisation » des actions économiques. De nombreux avocats des banques libres considèrent d'ailleurs que la banque centrale n'est plus nécessaire et peut être remplacée par le refus de toute barrière à l'entrée et la mise en place d'un grand marché unifié de la monnaie et du crédit. Les gouvernements

ont accepté les dérégulations, de façon à lutter contre les mouvements contraires des transferts de revenus. Les firmes nationalisées ont été privatisées, car les managers sont supposés nécessairement plus compétents que les bureaucrates paresseux, inefficients et irresponsables.

Etre compétitif a cessé d'être un moyen. C'est un crédo, une idéologie. C'est devenu un but, la raison d'être de la firme. Les Nations elles-mêmes sont obsédées par la compétitivité. Elles cherchent à attirer les capitaux, à maintenir l'emploi, à accéder à la technologie moderne et à maintenir la paix sociale. Le monde global est le résultat d'une profonde réorganisation de l'économie et de la société du premier monde. Cependant, il connaît des limites importantes, qui sont occultées par les théories dominantes qui rejettent progressivement tous les acquis de la théorie keynésienne. Pour les régulationnistes, la fin de la croissance fordiste est la cause fondamentale de la libéralisation de l'économie, en recherchant dans la « boîte noire » du marché les solutions à la crise économique.

L'internationalisation et la globalisation des marchés sont particulièrement développées, avec la mise en place d'institutions économiques internationales spécifiques comme l'Organisation Mondiale du Commerce. La globalisation financière aurait dû être contrôlée par le Fonds Monétaire International, mais celui-ci a limité ses ambitions à l'accompagnement et au soutien du processus de libéralisation. L'Organisation Internationale du Travail¹⁷ s'est préoccupée des conditions du travail en situation de globalisation des décisions économiques.

Bibliographie

- Adda, J. (1996), *La mondialisation de l'économie*, La Découverte, Paris.
- Bairoch, P. (1996), *Globalization myths and realities*, in *States Against Markets*, Routledge, New York.
- Barre, R. ? Fontanel, J. (1991), *Principes de politique économique*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble.
- Bartolomei de la Cruz, H.G., Euzéby, A. (1997), *Organisation Internationale du Travail*, Que Sais-Je ? n° 836 ? PUF, Paris.
- Boyer, R. (1995), *Mondialisation au-delà des mythes*. La Découverte, Paris.
- Boyer, R., Drache, D. (1996), *States Against Markets. The limits of organization*, Routledge, New York.
- Braudel, F. (1979), *Civilisation nationale, économie et capitalisme*, Armand Colin, Paris.
- Brunel, S. (1995), *Le Sud dans la nouvelle économie mondiale*, PUF, Paris.
- Cohen, E. (1996), *La tentation hexagonale : la souveraineté à l'épreuve de la mondialisation*, Fayard, Paris.
- Colard, D., Fontanel, J. Guilhaudis, J-F. (1981), *Le désarmement pour le développement : dossier d'un pari difficile*, Fondation pour les études de défense nationale.

- Eisner, R. (1994), *The Misunderstood Economy*, Harvard Business School, Boston.
- Englehard, P. (1996), *L'homme mondial. Les Sociétés humaines peuvent-elles survivre ?* Arléa, Paris.
- FMI (1997), *Bulletin*, Volume 26 ? September.
- Fontanel, J. (1979) *Ecologie, économie et plurigestion*, Entente, Paris
- Fontanel, J., Smith, R., 1991. A European defence union? *Economic Policy*, 6(13)
- Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble
- Fontanel, J., Bensahel, L. (1993), *La guerre économique*, Arès, Défense et Sécurité, 13(2).
- Fontanel, J. (1995), *Economics of Disarmament*, in Handbook of Defence Economics, North Holland, Amsterdam.
- Fontanel, J. (1995), *Organisations économiques internationales*, Masson, Paris.
- Fontanel, J., Gaïdar, E. (1998), *L'avenir de l'économie russe en question*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble.
- Fukuyama, F. (1989), *The end of History, The Public Interest*, Washington.
- Friedman, H. (1991), *New wines, new bottles : the regulation of capital on a World Scale*, *Studies in Political Economy*, Autumn.
- Krugman, P. (1994), *Competitiveness, a dangerous obsession*, *Foreign Affairs* 73(2).
- Kennedy, P. (1995), *The rise and fall of the Great powers*, Random House, New York.
- Krugman, P. (1996), *Le libre-échange, une solution de second rang*, Problèmes économiques, September.
- Luttwak, E. (1995), *Le rêve américain en danger*, Odile Jacob, Paris.
- Porter, M. (1990), *The competitiveness of Nations*, McMillan, New York.
- Ohmae, K. (1993), *The rise of the region state*, *Foreign Affairs* 71(2).
- Ohmae, K. (1995), *The end of the Nation-State*, The Free Press, New York.
- Reich, R. (1992), *The Work of Nations*, Vintage Books, New York.
- Sachs, J.D. (1995), *Consolidating capitalism*, Foreign Policy, Spring.
- Strange, S.(1986) *Casino Capitalism*, Blackwell, Oxford.
- Thurow, L.C. (1992) *Head to Head*, Morrow, New York.
- Weitzman, J. (1982), *Increasing Returns and the Foundations of Unemployment Theory*, *Economic Journal*, 92, December.